



Pour le régime Hvm/Rajaonarimampianina, les dégâts causés par le cyclone Enawo constituent une occasion rêvée pour éviter de parler du drame qui est survenu dans le district d'Antsakabary, le 22 février 2017. Il s'agit d'authentiques et réels crimes contre l'Humanité, perpétrés par 42 policiers des (Forces d'intervention de police) FIP de Mahajanga, qui méritent d'être jugés à la Cour pénale internationale (CPI).



Anandra Norbert, le ministre-fusible qui a sauté pour tenter un étouffement de cette affaire sans précédent après la colonisation de Madagascar

Les actuels tenants du pouvoir malgaches pensent, certainement, que le limogeage express du ministre de la Sécurité publique, Anandra Norbert, est suffisant pour classer cette affaire qui n'est pas mince ni une simple histoire de canard de Barbarie (« *dokotra* ») volé et de deux policiers morts lapidés. Cela va plus loin. Très loin.

Pour l'heure, il s'agit de constituer, d'établir un dossier solide avec des preuves irréfutables avant de le transmettre aux instances internationales qui s'occupent de **ce genre de crimes imprescriptibles dans l'espace et dans le temps**

En attendant, il existe un film documentaire réalisé sur place par le journaliste Fetra Rakotondrasoa, de la télévision Viva. Il a été diffusé le 10 mars 2017 dans la soirée sur cette chaîne.

Les témoignages sont concordants et révélateurs: ce sont bien des policiers, certains cagoulés, qui ont commis **des exactions indignes de l'uniforme qu'ils portent et inhumaines du point de vue du droit: racket; destruction de biens; [incendie volontaire de plus de 400 habitations](#) ayant entraîné la mort d'une femme de 70 ans calcinée; menaces armées; actes de torture; tentative de viol**

... Jusqu'à ce jour, aucun membre de cette expédition punitive (il n'y a pas d'autres termes) n'a été inquiété. Le corporatisme est un sport favori dans nos contrées.

Le pouvoir veut noyer le poisson en focalisant l'attention sur ses actions, après coup, en faveur des sinistrés du cyclone Enawo, jusqu'à faire deux poids deux mesures. En effet, le président Hery Rajaonarimampianina s'est rendu à Toamasina, Antalaha, Sambava et Maroantsetra, mais c'est cette seule localité qui a bénéficié de 10 millions ariary en plus de dons divers soit-disant, venant du couple présidentiel. Or, il s'agit de dons collectés auparavant chez des personnes de bonne volonté locales qui avaient voulu les distribuer elles-mêmes. Mais un ordre est tombé « *d'en haut* » comme quoi « *seul le BNGRC est habilité à distribuer des dons* » (ce qui n'est pas un scoop). En fait, c'est le président de la république lui-même qui l'a fait, s'accaparant ainsi de la mobilisation locale. Affreux, n'est-ce pas?



Beaucoup de personnes ont été tuées et blessées pendant les attaques. Les survivants ont été forcés de fuir leurs villages et de se réfugier dans des zones sûres. Les destructions sont massives et les pertes humaines sont énormes. Les autorités locales ont été incapables de protéger les populations vulnérables. Les crimes contre l'humanité ont été commis avec impunité. Les victimes ont besoin d'une justice et d'une réparation. Les autorités doivent être tenues responsables de ces crimes. Les victimes ont le droit de connaître la vérité et de demander réparation. Les autorités doivent mettre en place des mécanismes de justice transitionnelle. Les victimes ont le droit de participer aux processus de justice. Les autorités doivent garantir la non-répétition de ces crimes. Les victimes ont le droit de vivre dans un environnement sûr et pacifique. Les autorités doivent promouvoir la réconciliation et la paix durable. Les victimes ont le droit de bénéficier de services de soutien psychologique et social. Les autorités doivent garantir l'accès à la justice pour tous. Les victimes ont le droit de participer à la reconstruction de leur communauté. Les autorités doivent promouvoir la transparence et la responsabilité. Les victimes ont le droit de bénéficier de services de santé et de soins médicaux. Les autorités doivent garantir l'accès à l'éducation et à l'emploi. Les victimes ont le droit de participer à la prise de décision. Les autorités doivent promouvoir la participation citoyenne. Les victimes ont le droit de bénéficier de services de justice gratuite. Les autorités doivent garantir l'accès à la justice pour tous. Les victimes ont le droit de participer à la reconstruction de leur communauté. Les autorités doivent promouvoir la transparence et la responsabilité. Les victimes ont le droit de bénéficier de services de soutien psychologique et social. Les autorités doivent garantir l'accès à la justice pour tous. Les victimes ont le droit de participer à la prise de décision. Les autorités doivent promouvoir la participation citoyenne.